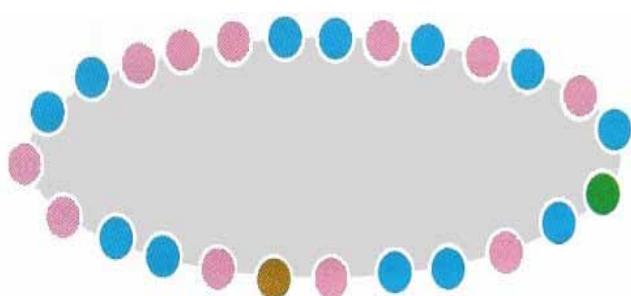


Faire éclore la Démocratie en Europe

Changer radicalement les institutions

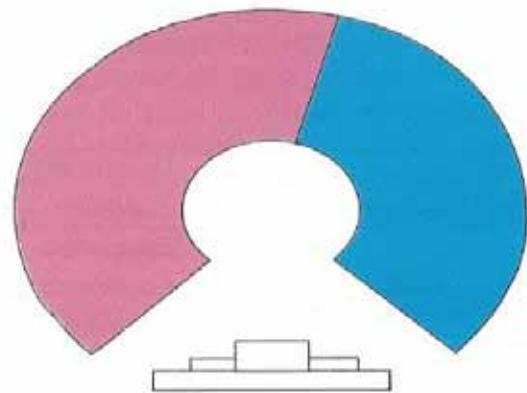
«L'élargissement rend indispensable une réforme fondamentale des institutions, affirmait Joschka Fischer, le Ministre allemand des affaires étrangères, le 12 mai 2000. Comment imaginer un Conseil européen à 30 chefs d'Etat ? Avec les institutions actuelles, comment parvenir encore à agir ? **Comment éviter que les compromis ne soient de plus en plus étranges et que l'intérêt des Citoyens pour l'Union ne finisse par tomber bien en dessous de zéro ?** Il existe une réponse toute simple: le passage à un système entièrement parlementaire.»

Dans un système intergouvernemental (le système actuel), il n'y a que des CHEFS d'Etat et des CHEFS de gouvernement autour de la table de décision. Sur une question importante, mettre un CHEF en minorité est quasi-impossible car c'est prendre le risque d'humilier tout son pays... Il faut donc que les 27 soient d'accord, à l'unanimité, pour que l'on change le contenu d'une politique.



Avec un tel système, aucune alternance n'est possible. La paralysie est assurée. Et quand les politiques sont paralysés, ce sont les technocrates ou le marché qui font la loi.

Alors que **si l'on adoptait un système parlementaire**, comme le proposaient les Allemands en 2000, des députés européens de tel ou tel pays pourraient être mis en minorité sans drame national puisque d'autres députés européens du même pays seraient, eux, dans la majorité... C'est bien un débat politique (droite/ gauche/...) qui est tranché dans un Parlement et non un combat entre nations.



Ce n'est pas en améliorant la bougie qu'on a inventé l'ampoule électrique. Ce n'est pas en mettant quelques rustines aux institutions conçues en 1950 pour 6 pays que l'on fera naître une Europe démocratique. Si l'on adoptait le fonctionnement parlementaire proposé par Joschka Fischer, l'ensemble de la Commission, le Gouvernement européen, serait d'une seule couleur politique (celle qui a la majorité au Parlement européen). Il n'interviendrait que sur les questions sur lesquelles un pays isolé n'a plus vraiment de souveraineté, celles sur lesquelles nous devons absolument nous unir pour être efficaces : défense, diplomatie, monnaie, recherche, sécurité intérieure, environnement, régulation de la mondialisation...

Elaguer les compétences

«Les problèmes du XXI^e siècle ne peuvent être résolus avec les peurs et les recettes des XIX et XX^e siècles, affirmait Joschka Fischer. Une répartition précise des compétences entre la Fédération et les Etats nations devrait **laisser à la Fédération uniquement les questions demandant à être réglées impérativement au niveau européen tandis que le reste demeurerait de la compétence des Etats**. Il en ressortirait une Fédération élaguée, capable d'agir et compréhensible pour ses citoyens parce qu'elle aurait surmonté son déficit démocratique » concluait le Ministre allemand dans un discours qui reste totalement d'actualité.

Qui ferait quoi ?

Parlement et gouvernement européen	Diplomatie, Défense, Sécurité intérieure, Monnaie, Recherche, Politique agricole, Commerce, Développement durable...
Parlement et gouvernement national	Education, Santé, Culture, Logement, Emploi, Retraites,
Parlement et gouvernement régional	Entretiens des lycées et des routes, Développement économique, Coordination formation des adultes,
...	...

En réalité, il n'est pas nécessaire d'avoir la même organisation dans tous les pays. Nous devons seulement nous mettre d'accord sur les domaines où l'Europe est nécessaire pour retrouver une vraie capacité d'agir : non pas la taille des bananes et le calibre des avocats, mais la diplomatie, la défense, la recherche, la régulation de la mondialisation, etc...

Pour toutes les autres questions, chaque pays fait comme il le veut : en France, les programmes scolaires sont établis au niveau national alors qu'en Belgique, c'est l'Echевин municipal qui en est largement responsable. Si l'un de nos deux pays voulait changer sa tradition sur ce point, cela mettrait des milliers de gens dans la rue...

On peut très bien avoir une diplomatie et une recherche communes en conservant des traditions différentes dans d'autres domaines. Aux Etats-Unis, les lois et les modes de vie sont très différents en Floride et au Texas. De même, en Inde, le Kérala et le Rajahstan ont des organisations sociales et des cultures assez différentes. Cela ne les empêche pas d'appartenir à une même fédération.



L'exemple indien est très intéressant. C'est la plus grande démocratie du monde. Sa constitution est une constitution clairement fédérale : l'Union indienne ne s'occupe que des domaines pour lesquels un des 28 Etats, s'il était isolé, n'aurait pas les moyens d'agir (Diplomatie, défense, recherche, monnaie,...). Et la Constitution indienne comporte une sorte de Traité social qui rassure les Etats qui ont un système social assez avancé comme le Kérala.

Grâce à ce Traité social, ils sont sûrs de ne pas régresser, de ne pas être tirés vers en bas. Même si le gouvernement élu au niveau de l'Union est très peu social, le Kérala et ses 32 millions d'habitants sont certains de pouvoir garder leurs avancées en matière de logement, d'éducation ou de santé.

Si l'on adoptait un système parlementaire, le gouvernement européen serait désigné par la majorité du Parlement européen pour mettre en œuvre le projet exposé aux citoyens avant les élections européennes. Il aurait cinq ans pour mettre en œuvre ce projet (le Conseil des Chefs d'Etat n'ayant qu'un rôle limité, comme le Sénat en France).

L'Europe disposera d'une fiscalité propre : impôt sur les bénéfices, écotaxe ou taxe Tobin améliorée, un impôt voté par le Parlement européen financerait la défense, la diplomatie, la recherche, la politique agricole, les fonds structurels...

Tous les 5 ans, les élections européennes seraient l'occasion de vrais débats politiques. Les citoyens pourraient faire le bilan de la majorité sortante et décider de lui donner ou non 5 ans de plus... L'Europe aurait les moyens d'agir efficacement et rapidement sur tous les dossiers où la décision politique est aujourd'hui paralysée par l'unanimité.

La proposition de Joschka Fischer, assez proche de ce que proposaient déjà Wolfgang Schäuble et Karl Lamers en 1994, aurait l'intérêt aussi de respecter le principe fondamental de toute démocratie : un homme, une voix. Un député élu à Malte ayant le même poids qu'un député élu en Allemagne ; le vote d'un citoyen Polonais au moment des élections européennes ayant le même poids que le vote d'un Espagnol alors que dans le système intergouvernemental actuel, sur toutes les grandes questions, le poids de Malte équivaut au poids de l'Allemagne (alors que sa population est 206 fois plus faible), ce qui n'est pas très démocratique !

La proposition Delors

Si l'on renforce le pouvoir du Parlement européen, comment être sûr que les élections européennes seront réellement des élections où l'on débat des questions européennes et non pas 25 élections nationales simultanées? En 1997, Jacques Delors proposait que les formations politiques européennes désignent avant les élections leur

candidat au poste de Président de la Commission. Aux Etats-Unis (d'Amérique), les citoyens élisent un ticket (Président et Vice Président) en même temps qu'ils désignent leurs représentants. De ce fait, les électeurs du Texas ont bien conscience de participer au même scrutin que ceux de Floride.

Pourquoi les partis qui participent aux élections européennes ne pourraient-ils pas désigner avant les élections les 3 ou les 5 personnalités (issues de pays différents) qui dirigerait la Commission pendant cinq ans ? Cela obligerait les partis à s'entendre sur des programmes réellement européens et cela éviterait que ne se reproduisent les graves cafouillages qui ont entouré la naissance de la Commission Barroso.

Les propositions de Fischer avaient suscité l'enthousiasme de tous celles et ceux qui veulent construire une Europe politique capable de faire équilibre à l'hyper-puissance américaine. A gauche, un très grand nombre de militants et d'élus avaient immédiatement exprimé leur soutien à Joschka Fischer. Et, à droite, les Européens convaincus avaient applaudi aussi : « **Ces propositions tombent à pic. Si nous n'allons pas dans ce sens, l'Europe ne ressemblera plus à rien.** » appuyait Hubert Haenel, le Président RPR de la délégation du Sénat pour l'Union européenne dans Le Monde du 30 mai 2000.

Une crise clarificatrice avec les Anglais

Alain Juppé, pressentant l'opposition anglaise, affirmait qu'il ne fallait pas avoir peur de provoquer une « crise clarificatrice ». Que faire si -pour un temps au moins- la Grande Bretagne refuse d'avancer dans ce sens ? Comment clarifier la relation avec Londres sans abîmer une amitié si précieuse ?

Churchill avait raison !

Dans le discours prononcé à Zurich en 1946, Winston Churchill pressait la France et l'Allemagne de construire les Etats-Unis d'Europe mais il affirmait déjà que, vu sa culture et son histoire, la Grande Bretagne n'avait pas vocation à en faire partie : la Grande Bretagne garderait un rôle de charnière entre les Etats-Unis d'Amérique et les Etats-Unis d'Europe ! Pourquoi ne pas accorder aujourd'hui au Royaume-Uni cette position distincte ? **Nul ne peut être obligé d'aller plus loin qu'il ne le souhaite. Mais nul n'a le droit de ralentir exagérément la marche des autres.**

Et qu'on ne nous dise pas qu'il faut forcément l'unanimité pour modifier un Traité international. Dans le Nouvel Observateur du 4 décembre 2003, Robert Badinter dénonçait « le carcan » dans lequel on allait enfermer l'Europe. Il rappelait que « de nombreux Traité internationaux comportent une clause de révision à la majorité simple ou à la majorité des 2/3 comme la Charte des Nations-Unies. » Le protocole de Kyoto est entré en vigueur malgré l'oppo-

sition des Etats-Unis (puisque 55 Etats, représentant 55% des émissions de CO2 l'ont ratifié). De même, une vraie Constitution européenne pourrait voir le jour, même sans l'accord des Anglais (sachant que la porte leur sera toujours ouverte).

Que les citoyens s'expriment !

En ce début 2012, l'Europe est à la croisée des chemins. Les traités européens sont en renégociation mais la diplomatie est une chose trop importante pour être laissée aux diplomates. Si l'on avait attendu un accord entre diplomates, le Mur de Berlin serait toujours debout. Ce sont des citoyens, des élus, des syndicats et des associations qui ont voulu et obtenu la chute du Mur et la réunification de l'Europe. C'est aux citoyens de dire aujourd'hui quelle Europe ils veulent construire.

« Par notre inertie, nous enlevons au monde son visage humain » écrivait le philosophe Alain. En ne se donnant pas les moyens de devenir une force politique, diplomatique et militaire, l'Europe participe à la déshumanisation du monde. En 1993, les signataires des accords d'Oslo demandaient à l'Europe de les aider à construire la paix entre Israël et la Palestine.

Presque 20 ans plus tard, il n'existe toujours pas de diplomatie européenne et toutes les semaines, les médias nous apprennent combien d'hommes, de femmes ou d'enfants sont morts sur les rives du Jourdain, du Tigre et de l'Euphrate... et nous nous sentons dramatiquement impuissants.

Etre 1981 et 1984, la construction européenne fut retardée par une dame, Margaret Thatcher, qui exprimait très fortement ses priorités. « I want my money back. Je veux mon argent. Je veux mon argent ! » dit-elle en tapant du poing sur la table jusqu'à obtenir gain de cause. Pourquoi les citoyens d'Europe ne diraient-ils pas avec autant de force quelles sont leurs priorités ?

We want democracy ! We want social progress back !

Nous voulons la démocratie. Nous voulons renouer avec le progrès social ! Arrêtons de finasser. Il faut nous exprimer clairement : Jean Monnet disait toujours que l'Europe n'avance qu'avec des idées simples. Mettre ensemble le charbon et l'acier, créer une monnaie unique, ce sont des chantiers énormes mais ce sont des idées qu'un enfant de 5 ans peut comprendre. L'Europe n'avance qu'avec des idées simples. Simples mais radicales.

Cela fait presque 20 ans que les Allemands, droite et gauche confondues, nous proposent une idée simple : construire ensemble une Europe politique, mettre en place un régime parlementaire. Et cela fait presque 20 ans que les « élites » françaises bottent en touche... Disons clairement aux Allemands que nous sommes d'accord avec leurs propositions. Présentons leurs nos excuses

pour ces vingt années d'atermoiements. Exposons-leur nos idées sur l'Europe sociale et mettons-nous ensemble au travail avec tous les peuples qui voudront réellement d'une Europe démocratique.

www.Roosevelt2012.fr